

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemerrier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 22 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 7 décembre 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société HUTCHINSON à Persan

4 rue de Londres
95340 Persan

Code AIOT : 0006505930

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection du 7 décembre 2022 de l'établissement HUTCHINSON implanté au 4, rue de Londres à Persan (95340). L'inspection a été annoncée le 30 novembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUTCHINSON - Persan
- 4, rue de Londres 95340 PERSAN
- Code AIOT : 0006505930
- Régime : Autorisation, Statut Seveso : Non Seveso, IED : Non

La société HUTCHINSON implantée au 4 rue de Londres à Persan, appartient au groupe TOTAL. Elle est spécialisée dans la transformation du caoutchouc pour des applications militaires et industrielles. Le site de PERSAN comprend deux départements du groupe HUTCHINSON :

- le département Défense et Industrie (DI), qui fabrique des produits de mobilité et de transmission en caoutchouc pour les véhicules de l'armée de terre et de la sécurité civile (systèmes de roulage à plat, chambres increvables, éléments de chenilles...) et des galets et patins de chars ;
- le département Transfert de Fluides Industriels (TFI) fabrique des tuyaux en caoutchouc pour le transfert de l'eau, du gaz, de produits alimentaires, de carburant ...

L'objet de la visite d'inspection du 7 décembre 2022 était :

- d'examiner les suites données aux remarquées émises consécutivement à la précédente visite d'inspection du 23 novembre 2021 ;
- de vérifier le respect de la réglementation relative aux Rejets des Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) ainsi que les modalités d'autosurveillances définies par l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Autosurveillance	Article 22-2-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	RSDE	Article 4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire RSDE du 20 février 2012	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Cuvettes de rétention	Arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2011, article 7.4.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une lettre de suite préfectorale :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 3.2.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives mais peuvent toutefois contenir des observations :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
2	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
3	RSDE	AP Complémentaire du 20/02/2012, article 4.3
5	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 06/04/2005, article 9.3.2
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nous avons pu constater que la société HUTCHINSON ne respecte pas des dispositions réglementaires en lien avec la préservation des milieux eau et sols. En effet, des stockages de produits dangereux ne sont pas disposés sur rétention et la société HUTCHINSON ne respecte pas le calendrier de réduction des substances dangereuses prioritaires dans ses eaux rejetées défini par l'arrêté ministériel RSDE.

En outre l'Inspection émet plusieurs observations sur le sujet de l'évaluation de l'impact des installations dont il conviendra que la société HUTCHINSON tienne compte.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit
<p>Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m³. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p>
<p>Constats : Nous constatons que seul l'un des 3 rapports d'autosurveillance des eaux réalisés en 2022 affiche un calcul du paramètre « débit ». Or la connaissance du débit est indispensable pour la détermination des flux de polluants rejetés.</p> <p>L'exploitant explique à ce propos que certains opérateurs indiquent que le débit de rejets aqueux est insuffisant pour en procéder à la mesure. Face à cette difficulté, il est procédé à des prélèvements à l'aide d'un échantillonneur automatique asservi au temps, comme le permet la prescription susvisée en cas de difficulté à réaliser un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée puisque les prélèvements asservis au temps sont autorisés. Il est cependant demandé à l'exploitant de tenir compte de l'observation n°1 ci-dessous.</p>
<p>Observation n°1 : Lors de cette visite d'inspection effectuée par un après-midi de temps sec avec faible pluie la nuit précédente, l'inspection a constaté, au niveau du point de rejets en sortie du bâtiment « tuyaux », des rejets aqueux qu'elle estime à quelques dizaines de litres par minutes. Ce niveau de rejet paraît suffisant à l'Inspection pour permettre d'en mesurer un débit. En outre, nous avons pu constater que les points de prélèvements ne semblent pas faciliter pour la mesure des débits (descente de l'opérateur de prélèvement par une bouche d'égout, canalisations non conçues pour l'installation d'outils mesureurs...).</p> <p>Selon l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2011, le point de rejet du bâtiment « tuyaux » rassemble les eaux pluviales et les eaux de refroidissements du bâtiment « tuyaux ». En période sèche, l'exploitant pourrait, par exemple, estimer le débit d'eau en observant la quantité d'eau consommée par le process du bâtiment tuyaux. Cette possibilité est ouverte par la prescription contrôlée qui prévoit que la consommation d'eau permette le calcul du débit journalier lorsque le débit maximal journalier est inférieur à 100 m³. Cette méthode de calcul pourrait éventuellement être retenue, combinée à un autre moyen, notamment si un débit supérieur à 100 m³ est relevé.</p> <p>Il appartient à l'exploitant de quantifier les rejets provenant de ses installations et de mettre en œuvre tous les moyens permettant la mesure du débit, et par suite, des flux polluants émis. L'exploitant devra donc justifier être en impossibilité technique d'améliorer la possibilité de mesurage des débits.</p> <p>En cas d'impossibilité de mesure des débits, il conviendrait à l'avenir que la société HUTCHINSON sollicite auprès du préleveur le détail des conditions météorologiques au moment du prélèvement ainsi que les raisons de l'impossibilité de prélèvement (manque d'eau, problème d'accessibilité au lieu du prélèvement, configuration du point de prélèvement empêchant l'installation d'outils de mesure du débit...).</p> <p>À défaut de permettre, sous 6 mois, que soient mesurés les flux de polluants émis par la société HUTCHINSON, il pourra être proposé au Préfet de prescrire, soit l'installation d'un outil de mesure des débits, soit une étude visant à optimiser ces points de prélèvement afin qu'un débit soit mesurable par l'opérateur des contrôles des rejets aqueux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
<p>Constats : Pour rappel, l'exploitant est tenu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 février 2012, dans le cadre de la surveillance pérenne imposée par l'AM RSDE, de réaliser des analyses trimestrielles des paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Cuivre ; -Plomb ; -Zinc ; -Fluoranthène ; -Trichloroéthylène ; -BDE ; -Chloroalcanes ; -Nonylphénols. <p>L'inspection constate que pour l'année 2021, seulement trois rapports d'analyse des rejets aqueux ont été transmis (mars, juin et septembre). Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'une analyse avait été réalisée en décembre 2021 mais qu'il avait omis de transmettre les résultats sur GIDAF. Les résultats de décembre 2021 ont été transmis par l'exploitant suite à la visite du 7 décembre 2022.</p> <p>Nous constatons également que la mesure du paramètre nonylphénol n'a pas été réalisée pour le prélèvement de mars 2022 mais qu'elle l'a été lors des prélèvements suivants.</p> <p>Le point de contrôle est respecté.</p>
Observation n°2 : L'exploitant doit s'assurer du bon remplissage de GIDAF et que l'ensemble des paramètres faisant l'objet de la surveillance pérenne au titre de la réglementation RSDE soient bien analysés par le laboratoire effectuant l'autosurveillance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : RSDE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2012, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Étude technico-économique RSDE
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant devra engager une étude technico-économique, faisant référence à l'état de l'art en la matière, accompagnée d'un échéancier de réalisation pouvant s'échelonner jusqu'en 2021, sur les substances visées par le programme d'action mentionné à l'article 4.2 mais n'ayant pas fait l'objet d'une proposition de réduction. Les actions de réduction ou de suppression proposées dans l'étude technico-économique devront tenir compte des objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les substances dangereuses prioritaires figurant l'annexe X de la directive 2000/60/CE susvisée (DCE) : possibilité de réduction à l'échéance de 2015 et de suppression à l'échéance de 2021 ; - pour les substances prioritaires figurant à l'annexe X de la directive 2000/60.CE susvisée (DCE) et pour les substances pertinentes de la liste I de l'annexe I de la directive 2006/11/CE ne figurant pas à l'annexe X de la directive 2000/60/CE susvisée (DCE) : possibilités de réduction à l'échéance de 2015 ; - pour les substances pertinentes de la liste II de l'annexe I de la directive 2006.11.CE, lorsqu'elles sont émises avec un flux supérieur à 20 % du flux admissible dans le milieu : possibilité de réduction à l'échéance de 2015; <p>...</p>
Constats : L'inspection a transmis en février 2018 l'étude technico-économique de réduction des Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE). La prescription est respectée.
Observation n°3 : L'exploitant doit s'assurer que le laboratoire choisi pour l'autosurveillance des rejets aqueux utilise des méthodes d'analyse pouvant atteindre les limites de quantification définies dans l'annexe 5.2 de la circulaire du 5 janvier 2009
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autosurveillance, RSDE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998 Arrêté préfectoral complémentaire RSDE du 20 février 2012</p>
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE, Dépassements et actions correctives
<p>Prescriptions contrôlées :</p> <p><u>Arrêté préfectoral complémentaire RSDE du 20 février 2012</u></p> <p><u>Article 21-II de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 :</u> Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.</p> <p><u>Article 58-IV de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 :</u> Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Article 22-2-III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 :</u> Pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur.</p> <p><u>Circulaire du 05/01/09 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation</u></p> <p>Constats : Pour rappel, les Valeurs Limites d'Émission (VLE) du site sont fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire RSDE du 20 février 2012. Ces VLE prennent en compte la sensibilité du milieu naturel récepteur, ici l'Esches ayant un débit pouvant être faible en fonction des périodes (QMNA5 = 0,397 m³/s).</p> <p>L'inspection a relevé les dépassements suivants pour les analyses transmises à la date de l'inspection pour l'année 2022 :</p> <p><u>Pour le prélèvement de mars 2022 :</u></p>

Paramètre DCO non conforme au point 1 (tuyaux), point 4 (préparation)
Paramètre couleur non conforme au point 1 (tuyaux), point 2 (chaufferie), point 4 (préparation)
Paramètre plomb non conforme au point 1 (tuyaux)
Paramètre zinc non conforme au point 1 (tuyaux), point 2 (chaufferie), point 4 (préparation)
Paramètre chloroalcanes non conforme au point 1 (tuyaux), point 4 (préparation)
Paramètre MES non conforme au point 4 (préparation)
Paramètre HCT non conforme au point 4 (préparation)
Paramètre cuivre non conforme au point 4 (préparation)

Pour le prélèvement de juin 2022 :

Paramètre zinc non conforme au point 1 (tuyaux), point 4 (préparation)
Paramètre cuivre non conforme au point 1 (tuyaux)

Concernant le troisième prélèvement au titre de l'année 2022, l'exploitant indique que celui-ci n'avait pas encore été transmis par le bureau de contrôle.

Les paramètres listés ci-dessus sont non conformes vis-à-vis des VLE en concentration. Certains de ces dépassements dépassent largement le double de la VLE fixée.

Par ailleurs, les analyses ne mettent pas systématiquement en évidence les flux rejetés en l'absence de débit mesuré comme détaillé au point de contrôle n°1.

Non-conformité n°1 : Des dépassements ponctuels, récurrents et parfois très importants des valeurs limites d'émission (VLE) sont mis en évidence par les analyses des rejets aqueux effectuées pour l'année 2022. L'exploitant doit respecter les valeurs limites d'émission définies par l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire RSDE du 20 février 2012. Nous proposons au Préfet de mettre en demeure la société HUTCHINSON, **sous 6 mois**, de respecter ses valeurs limites d'émissions fixées par l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire RSDE du 20 février 2012.

L'exploitant indique que pour le paramètre zinc, dont les dépassements sont persistants, il aurait épuisé l'ensemble des pistes de réduction de ce paramètre. Concernant le plomb, l'exploitant indique ne pas comprendre où se situe la source d'émission puisqu'il n'y a pas de plomb dans son processus. L'exploitant suspecte la présence de canalisations en plomb sur son site. Des nettoyages fréquents des canalisations ne parviennent pas à diminuer les concentrations en plomb et en zinc émises. Ces échecs d'actions visant à la réduction des polluants émis ne doivent cependant pas signifier l'arrêt de la démarche d'investigations sur les raisons des dépassements et de recherche d'actions correctives. L'exploitant pourrait par exemple, concernant, le plomb, vérifier que ces canalisations en contiennent, à minima par sondage aux points de canalisations qui sont accessibles et, le cas échéant, à engager une réflexion sur les solutions présentant un rapport coût-bénéfice avantageux (chemisage de tout ou partie des canalisations...).

Les résultats d'analyse de mars et juin 2022 ont été transmis sur GIDAF. Ces résultats montrent des non-conformités mais pour autant aucun commentaire n'est inscrit par l'exploitant sur les raisons de ces non-conformités et les mesures correctives entreprises.

La société HUTCHINSON a transmis son étude technico-économique RSDE en 2018. Il y apparaît une nette diminution (de 69 % à 99 %) des rejets aqueux de substances dangereuses entre la période de surveillance initiale (6 prélèvements entre septembre 2012 et mai 2013) et la surveillance pérenne effectuée sur l'année 2016.

L'inspection s'accorde avec les conclusions de l'étude technico-économique : la surveillance pérenne doit être maintenue pour l'ensemble des paramètres en raison de leur impact sur le milieu naturel (dépassement des 10 % du flux journalier admissible) ou d'un dépassement du flux de la colonne A dans le cas du trichloroéthylène. Des moyens de réduction des émissions doivent continuer à être mis en œuvre.

L'exploitant a présenté lors de la visite un tableau de suivi des actions menées en lien avec RSDE, et s'étalant jusqu'en 2022. De nombreuses actions ont été menées (substitution des produits de nettoyage des sols, actions de sensibilisation du personnel, nettoyage des tuyauteries, analyse des compositions des produits utilisés, etc.) afin de limiter les risques de rejet des substances suivies en surveillance pérenne.

Les rejets de Substances Dangereuses Prioritaires (SDP), ici les chloroalcanes et les nonylphénols devaient

être supprimés dès 2021, ou une réduction maximale devait être recherchée (article 22-2-III de l'AM du 2/2/1998). Or, la société HUTCHINSON rejette, toujours en 2022, en petite quantité, ces substances.

Conformément à l'article 22-2-III de l'AM du 2/2/1998, l'exploitant doit tenir à disposition de l'Inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression, ou à défaut de réduction maximale des rejets de substances dangereuses prioritaires. Pour ce faire il conviendrait que l'exploitant mette à jour de l'étude technico-économique de février 2018 afin que son positionnement sur les actions prises ou envisagées soit formalisé. Par la même occasion, cette étude devrait se positionner sur la réduction des autres paramètres de la surveillance pérenne, et notamment en considérant l'impact de ces paramètres sur le milieu naturel récepteur. L'Inspection estime qu'à ce jour, ces éléments ne sont pas démontrés.

L'exploitant ne parvient pas à justifier l'origine de l'ensemble des écoulements dans ses points de rejet. Un débit de quelques dizaines de litres par minute a été constaté au droit du point de rejet n° 1 (tuyaux), alors que l'exploitant indique que l'ensemble des éléments de process reliés à ce point de rejet sont en circuit fermé. De plus, l'origine de certains polluants (zinc et plomb notamment) retrouvés dans les rejets aqueux du site n'est pas identifiée par l'exploitant. Ces informations primordiales pour la bonne compréhension des rejets aqueux et l'évaluation des rejets au regard de valeurs limites d'émissions RSDE sont manquantes et ne permettent donc pas d'avancer sur le sujet de la réduction des polluants émis.

Non-conformité n°2 : Les éléments de démonstration démontrant que l'exploitant a mis en œuvre l'ensemble des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression, ou à défaut de réduction maximale des rejets de substances dangereuses prioritaires ne sont pas existants. Nous proposons au préfet de mettre en demeure la société HUTCHINSON de fournir les éléments attendus par l'article 22-2-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 **sous un délai de 6 mois**.

Observation n°4 : Il apparaît que les limites de quantifications à atteindre définies à l'annexe 5.2 de la circulaire du 5 janvier 2009 et aux annexes 1 et 2 de l'arrêté préfectoral RSDE ne sont pas celles utilisées pour l'analyse des résultats, les limites à atteindre sont les suivantes :

- Cuivre et Plomb 5 µg/L ;
- Zinc : 10 µg/L ;
- Fluoranthène : 0,01 µg/L ;
- Trichloroéthylène : 0,5 µg/L ;
- BDE : 0,05 µg/L ;
- Chloroalcanes : 10 µg/L ;
- Nonylphénols : 0,1 µg/L.

Il conviendrait que la société HUTCHINSON prenne les dispositions utiles afin de respecter les limites de quantification susvisées **sous un délai de 3 mois**.

Observation n°5 : En lien avec l'observation n°1, l'exploitant ne parvient pas à justifier l'origine de l'ensemble des écoulements dans ses points de rejet et les flux de polluants émis dans les rejets aqueux du site ne sont pas connus. Un débit de quelques dizaines de litres par minute a été constaté au droit du point de rejet n° A1 (tuyaux), alors que l'exploitant indique que l'ensemble des éléments de process reliés à ce point de rejet sont en circuit fermé. De plus, l'origine de certains polluants (zinc et plomb notamment) retrouvés dans les rejets aqueux du site n'est pas identifiée par l'exploitant. Ces informations primordiales pour la bonne compréhension des rejets aqueux sont manquantes et ne permettent donc pas d'avancer sur le sujet de la réduction des polluants émis. La mise à jour de l'étude technique devra être l'occasion d'éclaircir ce point. En tout état de cause, et compte tenu des valeurs en concentration élevées en polluants dans les rejets aqueux constatés, l'exploitant doit être en mesure d'exprimer en concentration et en flux les polluants émis dans les rejets aqueux du site. À défaut d'avancées sur ce sujet **sous 4 mois**, il pourra être proposé au Préfet de prendre les prescriptions utiles, notamment la remise d'une mise à jour de l'étude technico-économique RSDE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois pour les non-conformités n°1 et 2 faisant l'objet d'une proposition de mise en demeure

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2005, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article 38 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées aux articles du chapitre 9.2 du mois précédent.
Constats : La transmission sur la plateforme GIDAF est bien réalisée par l'exploitant, hormis l'omission de transmission du rapport de décembre 2021 évoquée au point n°2 du présent rapport. Depuis cette omission il n'apparaît pas d'erreur de remplissage de GIDAF. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si autosurveillance non réalisée par l'exploitant
<p>Prescription contrôlée : « I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>« La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.</p> <p>« II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> <p>« Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.</p> <p>« Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>« Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>Constats : L'exploitant fait réaliser son autosurveillance par la société APAVE PARISIENNE SAS située au 84 Rue Charles Michels à Saint-Denis (93284). Cette société est accréditée auprès du COFRAC (Accréditation n° 1-0678) pour les essais physico-chimiques des eaux sur site suivants : conductivité, pH, chlore libre et total et température. Et également pour les échantillonnages des eaux résiduelles en vue d'analyses physico-chimiques et microbiologiques .</p> <p>Ainsi, seul le paramètre « température » a été déterminé sur site par la société APAVE PARISIENNE SAS, paramètre pour lequel elle possède une accréditation COFRAC. Il est indiqué dans le rapport d'analyse que l'ensemble des autres paramètres ont été confiés et analysés par un laboratoire accrédité COFRAC. Il s'agit du laboratoire EUROFINS HYDROLOGIE ILE DE FRANCE SAS (accréditation COFRAC 1-2024), laboratoire sous-traitant lui-même certaines analyses à d'autres laboratoires EUROFINS.</p> <p>L'inspection a vérifié par sondage que les différents laboratoires effectuant les analyses des rejets aqueux du site HUTCHINSON sont accrédités pour réaliser les analyses de ces paramètres. L'inspection n'a pas constaté d'analyse de paramètres réalisées par un laboratoire non accrédité.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2011, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration en solvant : - concentration inférieure ou égale à 110 mg/Nm ³
Constats : L'exploitant expliquait lors de l'inspection du 23 novembre 2021 ne pas parvenir à identifier les causes des dépassements sur les installations de production « tresseuse Osterman P221 » et « tours beadlock B001 » qui semblent varier du fait du process de fabrication en cours. Il indiquait que la tresseuse Osterman serait arrêté à la fin d'année 2021 et que les tours Beadlock avait vu son process modifié (substitution du solvant par suppression du collant en rendant la couche de caoutchoucs déjà collante). Par mail du 7 avril 2022 l'exploitant confirme que la tresseuse Osterman a été démontée. L'exploitant nous a indiqué, lors de la visite du 7 décembre 2022, avoir investi dans l'achat de systèmes de captation et de filtration des rejets des tours Beadlock. Les mesures des rejets atmosphériques réalisées en octobre 2022 montrent que les valeurs limites en COV sont respectées. En ce qui concerne les rejets de la chaudière, l'exploitant confirme que la démarche d'externalisation de la production de vapeur se poursuit avec la société COFELY qui a un projet de chaufferie biomasse + gaz. Le dernier contrôle des rejets atmosphériques de la chaudière gaz du 15 octobre 2022 montre que les dépassements en NOx se situent toujours autour de 224 mg/m ³ pour une concentration réglementaire fixée à 150 mg/m ³ . Non-conformité n°4 : La chaudière gaz présente des dépassements récurrents en NOx. Nous proposons au Préfet de solliciter de l'exploitant qu'il précise sous 3 mois les mesures prises ou envisagées afin de corriger cette non-conformité. Même si le remplacement de la chaudière par un réseau de chauffage de substitution à moyenne ou longue échéance est en bonne voie, l'exploitant se doit de respecter les valeurs réglementaires. À défaut de fournir ces éléments sous ce délai, il pourra être proposé au Préfet une mise en demeure de respecter les conditions d'exploiter.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2011, article 7.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
<p>Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,• 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les stockages temporaires avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoritiques.</p> <p>Constats : Lors de la visite du 23 novembre 2021, nous avons constaté, au niveau de la zone déchets située à proximité du bâtiment "préparation", la présence d'une dizaine de fûts et cubitainers de déchets liquides dangereux stockés en l'absence de dispositif faisant office de rétention. Par courriel du 7 avril et 24 août 2022, la société HUTCHINSON a transmis des éléments justificatifs de la réalisation de travaux permettant la mise en rétention de la zone déchets.</p> <p>Lors de la visite du 7 décembre 2022, nous avons pu constater la réalisation de travaux conduisant à réarranger les stockages et créer une grande zone de stockage avec rétention pour les déchets en cours d'enlèvement, conformément aux indications contenues dans les mails du 7 avril et 24 août 2022 susvisés.</p> <p>Nous constatons cependant que cette zone ne répond pas à la définition d'une rétention puisque en point bas de cette zone est disposé un regard relié à un débourbeur-déshuileur. Ce système n'est pas un circuit fermé capable de faire office de rétention et de stopper un déversement accidentel de liquides susceptible de créer une pollution du sol ou des eaux.</p> <p>En outre, et comme constaté lors de la visite précédente du 23 novembre 2021, nous avons à nouveau constaté la présence d'une rétention de type métallique amovible presque intégralement remplie de liquides dont l'odeur et l'aspect permet de supposer de leur nocivité pour l'environnement. Cette rétention doit être vidée et son contenu éliminé en direction d'une filière d'élimination appropriée avant qu'une pluie ou un déversement n'en provoque le débordement.</p> <p>Non-conformité n° 3 : Des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont entreposés au niveau de la zone déchets du bâtiment préparation sans être disposés sur rétention. Nous proposons à Monsieur le Préfet de mettre en demeure la société HUTCHINSON de corriger cette non-conformité sous un délai de 3 mois.</p> <p>Lors de la visite du 23 novembre 2021, l'Inspection avait constaté que la rétention située au niveau du dépotage des hydrocarbures était remplie. L'exploitant indique avoir intégré le nettoyage de cette zone dans une routine maintenance. Nous avons en effet pu constater que cette zone était nettoyée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois